

L'accaparement des terres comme forme de révolution sociale Le cas du Kirghizstan en 1989

Land-Grabbing as a Form of Social Revolution. The Case of Kyrgyzstan in 1989

ЗАХВАТ ЗЕМЕЛЬ КАК ФОРМА СОЦИАЛЬНОЙ РЕВОЛЮЦИИ. ПРИМЕР КЫРГЫЗСКОЙ
РЕСПУБЛИКИ 1989 ГОДА

Ajdarbek Kočkunov

Traducteur : Masha Cerovic



Édition électronique

URL : <http://asiecentrale.revues.org/3308>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2016

Pagination : 173-193

ISBN : 978-2-84743-161-2

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Ajdarbek Kočkunov, « L'accaparement des terres comme forme de révolution sociale Le cas du Kirghizstan en 1989 », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 26 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2017, consulté le 05 janvier 2017. URL : <http://asiecentrale.revues.org/3308>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

L'accaparement des terres comme forme de révolution sociale. Le cas du Kirghizstan en 1989.

Ajdarbek KOČKUNOV*

La campagne d'accaparement des terres qui se développa en 1989 dans la ville de Frounze (aujourd'hui Bichkek) est inscrite dans les annales de l'histoire nationale kirghize : présente dans les manuels scolaires et universitaires (Asankanov, 1997 ; Ploskikh & Džunušaliev, 2007, pp. 281-282 ; Osmonov, 2014), elle est aussi éclairée par des mémoires de recherche (Žekšeev, 1997). Malgré ces quelques références, la question reste peu étudiée par les historiens, politistes et sociologues. Pourtant, le phénomène d'accaparement des terres s'est poursuivi après 1989 et, aujourd'hui encore, le gouvernement kirghiz est confronté à l'occupation illégale de terrains pour la construction de logements individuels.

Le tournant des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix a constitué un bouleversement pour l'histoire contemporaine mondiale, lorsque l'une des deux grandes puissances de l'époque – l'Union soviétique – est entrée dans une phase d'affaiblissement progressif et irréversible. Ce processus est symbolisé par la chute du mur de Berlin, qui a marqué le début d'une nouvelle ère des relations internationales, ne se limitant pas seulement à une zone géographique définie entre les deux Allemagnes. Des « murs de Berlin »

* Ajdarbek Sulajmankulovič Kočkunov est docteur en histoire, professeur de l'Académie d'administration publique auprès du Président de la République du Kirghizstan. Contact : aidar.k@mail.ru.

invisibles existaient partout dans l'espace ex-soviétique. Il s'agissait de murs d'incompréhension de l'appareil bureaucratique soviétique à l'égard des besoins et espoirs des groupes sociaux et des peuples. Cette incompréhension, souvent délibérée, relevant de l'essence même du régime, est à l'origine de la crise systémique qui a touché toutes les sphères de la société soviétique. La crise du logement, par exemple, a participé de ces bouleversements. Bien qu'elle fût considérée comme l'une des priorités de la politique sociale soviétique et que des moyens considérables y fussent consacrés, la question du logement resta un problème social grave en URSS. Selon les républiques, les régions et les villes, elle prenait des formes diverses, en fonction des spécificités locales historiques, ethniques, culturelles, sociales et économiques. Dans la RSS kirghize, la lutte pour le droit d'avoir son propre logement a acquis une dimension nationale et est entrée dans l'histoire du pays sous le terme « d'accaparement des terres » (*zakhvatka zemel'*).

Le phénomène d'accaparement des terres n'est pas nouveau dans l'histoire. Par le passé, bien des localités, dans diverses régions du monde, ont connu des processus anarchiques, sans la moindre réglementation ou sanction légale. De nos jours en revanche, les cas d'appropriation sauvage des terres sont réglés juridiquement et tombent sous le coup de la loi. Dans le contexte totalitaire soviétique, où la pratique de la répression des citoyens non-conformistes était courante, s'accaparer des terres était un acte proprement suicidaire. Néanmoins, comme l'a montré la suite des événements, le gouvernement de l'époque n'était pas en mesure de s'opposer à la pression de milliers de personnes voulant acquérir des terrains pour satisfaire leurs besoins vitaux – vivre sous un toit. Ainsi, l'accaparement en masse de terres à Frounze en 1989 était un défi lancé au système soviétique et à l'idéologie du Parti, signe avant-coureur des troubles et bouleversements sociaux et politiques qu'allait connaître le pays.

Aux origines, une inégalité d'accès à la terre et aux logements

Au Kirghizstan, l'une des questions sociales, économiques et politiques pressantes était celle du droit de la population autochtone du pays, les Kirghiz, à un logement dans l'enceinte de la ville. À la fin des années quatre-vingt, ce problème prévalait sur les autres par sa signification. La lutte pour l'obtention d'un logement en ville, dans un environnement

urbain moderne, a une histoire étroitement liée à celle de l'économie traditionnelle et des réalités foncières du pays. Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, après que le peuple kirghiz fut entré dans le giron de l'empire russe, l'installation de populations russo-ukrainiennes fut organisée afin de consolider l'institution coloniale et les assises sociales du régime tsariste. Ce processus s'est poursuivi, avec plus ou moins d'intensité, jusqu'en 1916. Ce problème acquit une acuité singulière dans le nord du Kirghizstan. Ainsi, « en 1916, les Russes et les Ukrainiens représentaient à peine plus de 24 % de la population de l'uezd de Prževal'ski, mais possédaient plus de 67 % des terres arables. L'uezd de Pišpeksk connaissait une situation comparable » (Ploskikh & Džunušaliev, 2007, p. 176). La politique coloniale tsariste avait un objectif précis : installer dans la région autant de Russes que possible et ainsi refouler progressivement la population locale des zones de plaines vers les montagnes. Par conséquent, les Kirghiz étaient progressivement et méthodiquement repoussés vers les hautes terres, si bien que leur espace de vie habituel se réduisit considérablement. En outre, cela entraînait une rupture des cycles traditionnels de la vie économique des familles kirghizes. Ce problème était caractéristique, en particulier, des régions du nord du Kirghizstan, où dominait un mode de vie nomade et semi-nomade des populations. La situation ne pouvait que conduire à des protestations sociales, qui prirent des formes diverses, de la réorientation du nomadisme vers le Turkestan oriental jusqu'à la résistance armée. La lutte pour la restitution des terres accaparées par les colons connut son apogée lors du soulèvement de 1916, réprimé avec la plus grande brutalité par les unités tsaristes. La question foncière était l'une des principales causes de ce soulèvement. La répression menée par l'armée russe et l'exil du peuple kirghiz vers la Chine causèrent d'énormes pertes démographiques – dans le nord du pays, la population kirghize diminua de 42 % (*ibid.*, p. 179) – et des dommages matériels colossaux portés à l'infrastructure indispensable à la survie de la population. L'arrivée au pouvoir des Bolcheviks en 1917 marqua le début d'une nouvelle ère où les réfugiés kirghiz furent autorisés à rentrer dans leurs régions d'origine et à restaurer leur mode de vie. La réforme du régime foncier et de l'eau au cours des premières décennies du régime soviétique fut très importante pour le développement socio-économique des Kirghiz : elle conduisit à la restitution de la plupart des terres saisies par les colons et à une redistribution des ressources en terres et en eau

(Bajbulatov, 1969 ; Baktygulov, 1978). En parallèle étaient menées des réformes des conditions de vie des foyers.

Néanmoins, l'histoire des structures foncières au Kirghizstan a gardé des traits spécifiques, résultant de la création d'un réseau de bourgs et fermes par les paysans et Cosaques russo-ukrainiens à l'époque coloniale. À l'époque soviétique, ces localités conservèrent leur position privilégiée, car elles étaient installées sur des terres fertiles, particulièrement favorables au développement de l'agriculture. En règle générale, ces localités se trouvaient le long d'axes stratégiques, bénéficiaient des meilleures infrastructures et d'un investissement en capital suffisant à leur essor. Leur population était composée, pour l'essentiel, de Russes, d'Ukrainiens, d'Allemands et autres Européens, dont les habitations avaient été mieux conçues, autour de cours organisées avec soin. Les localités kirghizes se trouvaient dans les zones de montagnes et de piémont, dans un environnement difficile, mais adapté à une économie d'élevage. Ces localités étaient en général mono-ethniques. Les préjugés des Kirghiz et des Russes les uns à l'égard des autres, en particulier dans le nord du Kirghizstan, dans la vallée de la Čuj, sur la rive nord du lac Issyk-Koul ont longtemps persisté, en souvenir des violences liées au soulèvement de 1916. Néanmoins, la jeune génération kirghize venait, d'année en année, gonfler les rangs de la population européenne des villages de plaine et des villes, en quête d'éducation et d'opportunités professionnelles. Cependant, l'incapacité de ces localités à leur accueil et à leur installation a constitué la première cause historique du mouvement d'accapement des terres.

Dès l'instauration du régime soviétique, les conditions de logement variaient selon les régions. Alors que, dans certains territoires, la population avait depuis longtemps adopté un mode de vie sédentaire dans des habitations permanentes, dans d'autres, la majorité des habitants menait une vie nomade ou semi-nomade et entamait à peine sa sédentarisation. Les réformes soviétiques, menées à une très grande échelle et avec des conséquences profondes sur les populations, furent achevées dans les années trente. L'historiographie soviétique officielle parle de « processus d'installation des foyers nomades et semi-nomades » (Bajbulatov, 1969 ; Baktygulov, 1978 ; *Istoriâ ...*, 1984), tandis que l'historiographie occidentale utilise l'expression « processus de sédentarisation ». Il eut lieu dans les régions où la majorité de la population avait un mode de vie nomade

ou semi-nomade, au Kirghizstan, au Kazakhstan, au Turkménistan, dans certaines régions du Karakalpakistan et d'Ouzbékistan, ainsi que de nombreuses régions de Sibérie et d'Extrême-Orient, dont la population autochtone menait depuis la nuit des temps un mode de vie nomade, fondé sur l'élevage, la chasse et la pêche. La politique de sédentarisation était l'une des priorités du régime soviétique, car elle favorisait considérablement les transformations sociales et économiques pour les populations de ces régions. Naturellement, le passage à un mode de vie sédentaire entraînait un changement radical de l'économie traditionnelle, des relations sociales, de toute la culture et du quotidien des anciens nomades. La civilisation nomade pluriséculaire ayant joué un rôle de premier rang dans l'histoire du monde, dont l'importance est encore sous-estimée, a ainsi été totalement éradiquée.

En règle générale, les anciens nomades s'installaient majoritairement dans les régions se prêtant au maintien d'un cycle économique basé sur l'élevage, dans les zones inondables des rivières et autres points d'eau. Leurs nouvelles localités, classées comme rurales, devenaient la base d'une économie agricole de type kolkhozien ou sovkhozien. Dans une grande partie du Kirghizstan, en particulier au nord et dans les régions montagneuses du sud, des villages permanents à majorité kirghize ont été créés, où se maintenaient les structures tribales traditionnelles et le système de pacage du bétail. Dans les régions de plaine du sud du pays des localités permanentes à population multiethnique existaient depuis longtemps. Par conséquent, lors de la création des districts (*rajon*) administratifs, les gros bourgs de ces populations sédentaires furent choisis comme chefs-lieux de district, ce qui leur a conféré un avantage considérable pour leur développement socio-culturel ultérieur. Le troisième type de localités est celui des chefs-lieux de l'époque tsariste : elles reçurent le statut de villes et devinrent les centres des régions (*oblast'*), deuxième principal niveau de la hiérarchie administrative territoriale de la RSS kirghize. Les districts ruraux furent à leur tour intégrés dans ces régions. La composition ethnique de la population de ces trois niveaux de localités, indépendamment des politiques d'égalisation, des spécialisations économiques etc., différait fortement. Cette différence eut, à son tour, un impact majeur sur toute l'histoire du développement socio-économique des différentes régions et définit les particularités régionales, y compris sur le plan ethnoculturel.

Ainsi, l'histoire fait que la majorité des Kirghiz habitait dans des villages. Batyrbaeva, spécialiste des processus démographiques dans l'histoire du Kirghizstan, donne les chiffres suivants sur la composition nationale des populations urbaine et rurale : en 1939, dans les villages, 61,19 % de la population étaient des Kirghiz ; en ville, 50 % étaient des Russes. Les Kirghiz ne représentaient que 10,1 % de la population urbaine (Batyrbaeva, 2003, p. 116). Ainsi, malgré les difficultés de l'adaptation à un nouveau milieu socio-culturel, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la catégorie des citoyens kirghiz était en train de se former et donnait naissance à une intelligentsia et une classe ouvrière kirghizes (Karakeeva, 1981 ; Mambetalieva, 1963 & 2007). Les familles kirghizes en ville vivaient en général dispersées, dans des immeubles d'habitation, d'où la perte rapide du rôle joué par les structures et relations tribales et communautaires. À l'époque soviétique, les Kirghiz citoyens ne formaient donc pas un groupe cohérent de population avec des relations sociales stables. Néanmoins, ces familles s'efforçaient, même dans les villes, de s'installer à proximité les unes des autres, et formaient aussi des réseaux interfamiliaux qui rappelaient, par leur forme, les communautés sociales traditionnelles. Ces réseaux pouvaient accueillir également des familles de parents, les descendants d'une lignée ou tribu, ainsi que les habitants du voisinage. Les premières générations de citoyens kirghiz gardaient des contacts très étroits avec les villages d'où ils venaient. La solidarité familiale, l'aide matérielle, la sympathie réciproque, caractérisaient les relations entre les familles villageoises et citadines ; d'ailleurs, en règle générale, les corps des défunts étaient ramenés de la ville pour être enterrés dans le cimetière familial au village.

Dans les décennies qui suivirent, la part de population urbaine de la RSS kirghize augmenta de façon continue, passant de 33,7 % en 1959 à 38,2 % en 1989 (Comité national statistique, 2000, p. 12). Un phénomène radicalement nouveau était la croissance, au sein de cette population urbaine, de la part des Kirghiz, y compris dans la ville de Frounze. En quarante ans, le nombre de citoyens kirghiz a été multiplié par 9 et, dans la capitale, par 20, ce qui témoigne des transformations profondes de la structure sociale des Kirghiz (voir Tableau 1).

Tableau 1
Évolution du nombre de Kirghiz dans les localités rurales et urbaines
par année de recensement

	1959		1970		1979		1989		1999	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Totale	836 850	40,5	1 284 795	43,8	1 687 382	47,9	2 229 663	52,4	3 128 147	64,9
Rurale	745 046	52,4	1 098 840	59,8	1 378 612	63,4	1 744 472	66,2	2 260 674	71,9
Urbaine	91 804	13,1	185 955	17,0	308 770	22,9	485 191	29,9	867 473	51,7
Frounze	20 451	9,5	52 850	12,3	88 819	16,9	140 195	22,7	395 137	52,1

Ibid., pp. 79-81

Cette croissance de la population urbaine kirghize a pour principale origine l'exode rural, ce qui aurait dû conduire à une diminution de la population rurale. Pourtant, la proportion de Kirghiz dans les zones rurales n'a pas diminué, au contraire, elle a continué de croître. Entre 1959 et 1989, cette augmentation était de 14 %. Elle s'explique par la forte natalité de la population rurale kirghize.

Les citadins s'installaient, en règle générale, dans les villes les plus proches des villages, avec lesquels les habitants pratiquaient une migration pendulaire, allant le matin travailler en ville et rentrant le soir chez eux. Les enfants de ces migrants pendulaires s'installaient eux en ville. En outre, l'extension des villes englobant progressivement les villages des faubourgs modifia le statut des villageois, avec toutes les conséquences juridiques et socio-culturelles qui en découlaient. C'était là la première modalité de formation d'une couche citadine kirghize. La deuxième modalité passait par l'éducation et par le travail, notamment le recrutement organisé par les entreprises urbaines. Cela conduisait à la constitution d'une intelligentsia citadine dans divers secteurs, en particulier dans l'éducation, la science et la sphère technique, ce qui était gage de succès professionnel.

Mais la ville était-elle prête à accueillir, loger et subvenir à tous les besoins quotidiens des anciens nomades et de leurs descendants ? Comment les citadins eux-mêmes les percevaient-ils ? Y avait-il des programmes spéciaux pour l'acclimatation à la vie urbaine des personnes issues des régions rurales ? À ces questions comme à d'autres, semblables, il faut chercher des réponses sur la base d'une approche historique, en tenant compte des réalités de l'époque.

Le rythme de croissance de la population urbaine était stable. En quelques décennies, les villes, auparavant peu peuplées, se transformaient

en localités d'importance majeure, à l'échelle nationale ou régionale, pour l'industrie, l'éducation, la science, la culture, les arts, etc. Ce sont principalement les migrations de travail, externes et internes, qui furent à l'origine de la croissance de la population urbaine. Les mouvements inter-républiques de main-d'œuvre étaient, à l'époque, monnaie courante, et participaient de la politique soviétique d'allocation optimale des forces productives, ce qui engendrait une internationalisation des collectifs de travailleurs. Il est clair que, sous couvert de la mise en valeur des capacités productives des républiques, à l'aide de spécialistes hautement qualifiés, le centre consolidait son pouvoir. En règle générale, les spécialistes venus de la partie européenne de l'URSS occupaient des fonctions de responsabilité dans les entreprises et des postes de direction dans la chaîne de production. Ils vivaient dans de meilleures conditions, recevaient un salaire élevé et bénéficiaient d'autres avantages fixés par la loi ; ils étaient également privilégiés dans l'attribution de logements.

La crise du logement en URSS

L'une des priorités du développement socio-économique de l'URSS, y compris au Kirghizstan, était la construction de logements. Dans chaque plan quinquennal, l'État allouait d'énormes ressources financières, matérielles et humaines à cette fin. Dans ses dernières années, le pouvoir soviétique adopta un programme stratégique visant à garantir un logement à tous ses citoyens. Ce programme ambitieux semblait parfaitement réalisable, la construction rapide d'immeubles préfabriqués offrant une perspective réaliste de solution au problème. En outre, les syndicats se développaient partout (Gorlov, 2013). Mais le rythme de croissance de la population urbaine excédait celui de la construction. Le deuxième volet de cette politique – le logement des nouveaux arrivants – prenait un retard considérable, malgré tous les efforts de l'État. Dans ces conditions, la seule solution aurait été d'autoriser la construction individuelle de logements, c'est-à-dire la construction de logements par les nouveaux arrivants eux-mêmes. En effet, en 1948, un décret du Présidium du Soviet suprême de l'URSS avait autorisé l'achat et la construction individuelle de logements dans les villages et les villes. Mais cette pratique n'était pas très développée. Les directives sur la construction de logements des années cinquante à soixante-dix donnaient la priorité à la construction d'immeubles d'habitation de plusieurs étages, au départ selon la norme d'une pièce

par famille – il s'agissait donc plutôt d'appartements communautaires –, puis d'un appartement par famille. Au début des années quatre-vingt, la mise à disposition, dans tout le pays, d'un très grand nombre de logements permit de réduire sensiblement la tension dans ce domaine (*idem*). À Frounze, c'est justement à cette époque que fut construit, par îlots, l'intégralité du quartier actuellement situé au sud de la voie ferrée. En outre, ces immeubles bénéficiaient d'une meilleure planification architecturale, qui prenait en compte une série de principes urbanistiques. Au lieu des immeubles staliniens ou khrouchtchéviens, les citoyens avaient désormais accès à des logements plus confortables, selon les normes de l'époque. Plusieurs institutions étatiques étaient chargées d'analyser et de planifier la construction civile. Au Kirghizstan, une classe de cadres, ingénieurs et techniciens du bâtiment se développa, ainsi qu'une couche multiethnique d'ouvriers professionnels du bâtiment. Une puissante industrie du bâtiment avait été créée pour répondre aux besoins de cette époque.

Les problèmes liés à la nécessité de loger tous les habitants se posaient sur l'ensemble du territoire soviétique. Dans les républiques baltes, slaves et caucasiennes, le rythme de construction de logements dépassait celui des républiques centrasiatiques. À la fin de l'année 1987, la surface habitable moyenne par habitant était de 14 m² en URSS, mais n'était que de 11,4 m² dans la RSS kirghize, soit 20 % de moins (Gos Kom, 1988, p. 194). Cela n'était pas seulement dû au fait que l'économie kirghize était déficitaire, comme l'affirmaient les économistes soviétiques, mais aussi à la forte croissance nette de la population, et notamment des citoyens en quête de logement. Si cette tendance de croissance des villes était commune à toutes les républiques centrasiatiques, il existait des différences, liées à la structure ethnique et démographique de la population et à leurs spécificités historiques et culturelles. Ainsi les villes d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, et, en partie, du Turkménistan étaient habitées, en majorité, par des autochtones, tandis qu'au Kazakhstan et au Kirghizstan, elles comptaient des populations européennes. Toutefois, les migrations internes des groupes autochtones entraînaient chaque année l'augmentation des citoyens kirghiz et kazakhs.

Analysons à présent brièvement le profil professionnel de cette population. Je me permets de citer les résultats des recherches menées dans les années quatre-vingt par le célèbre économiste Vladimir Kumskov. Il écrit :

Dans les secteurs de la production, une place particulière est occupée par celui du bâtiment, où le nombre de Kirghiz parmi les employés a été multiplié par plus de 4,7 entre les 1^{er} juin 1963 et 1983. Dans l'industrie, il a été multiplié par 4,1. Le nombre de Kirghiz augmente à un rythme encore plus élevé dans la plupart des activités de service : dans le commerce, la restauration, la logistique, leur nombre a été multiplié par 4,9 ; dans l'éducation, la culture et l'art, par 5 ; dans le sport, les secteurs médical et social, par 8,3, etc. L'augmentation est moins rapide dans les domaines scientifiques – 131 %. Néanmoins, le nombre de Kirghiz travaillant dans tous les domaines d'activité cités croît à un rythme plus élevé que le total des personnes employées (Kumskov, 1986, p. 162).

Ces données prouvent de façon convaincante que, si la population kirghize n'avait que tardivement adopté des activités professionnelles, elle était en train de maîtriser, dans tous leurs aspects, les métiers alors modernes. Cependant, dans le secteur de l'industrie, les Kirghiz ne représentaient que 18,3 % des employés en 1983 (*ibid.*, p. 164). La main-d'œuvre du bâtiment était alimentée par les migrants d'origine rurale. L'écrasante majorité des Kirghiz, à leur arrivée en ville, rejoignaient les rangs des ouvriers non qualifiés, auxquels étaient confiés les travaux simples. Dans le secteur de l'industrie, la majorité absolue des Kirghiz travaillait plus précisément dans le bâtiment.

Il faut en outre souligner le très fort *turn-over* des ouvriers kirghiz. Ces derniers quittaient leur poste en raison de l'impossibilité d'obtenir un permis de résidence permanent (*propiska*) en ville, ce qui ne leur permettait pas de bénéficier d'un logement et des autres droits réservés aux résidents permanents de la ville. La majorité des Kirghiz, à leur arrivée en ville, habitaient dans des appartements locatifs sans confort. À Frounze, ils louaient, pour l'essentiel, leurs logements à des Russes, qui formaient la majorité de la population de la capitale (55,7 % en 1989) ; à Och, ils les louaient à des Ouzbeks (40,9 %) et à des Russes (18,4 %). Cette situation nourrissait un sentiment d'humiliation muet : dans ce système politique totalitaire, il n'était pas possible de protester ouvertement, encore moins de se dresser contre les autorités pour exiger que la situation soit corrigée. La tension s'accumulait, attendant son heure.

Comme nous l'avons dit plus haut, la crise du logement n'était pas spécifique au Kirghizstan. Elle sévissait partout en Union soviétique. Aussi, le gouvernement a-t-il pris une décision dont la réalisation aurait pu s'avérer

révolutionnaire pour l'histoire de l'URSS : le 11 février 1988 fut adopté le Décret n° 197 du Comité central du PCUS et du Conseil des Ministres d'URSS « Sur les mesures à prendre pour accélérer le développement de la construction individuelle de logement ». Ce texte annulait toutes les décisions prises depuis 1948 qui limitaient le développement de la construction individuelle de logements. Le décret constatait que, dans de nombreuses républiques soviétiques et régions du pays, l'attention accordée à la construction individuelle de logements avait sérieusement faibli. Par conséquent, le volume de logements ainsi construits dans le pays avait été divisé par trois en 25 ans et ne représentait que 15 % du volume global d'habitations nouvelles livrées. Le développement de la construction individuelle de logements devait désormais être considéré comme une priorité socio-économique et politique de la plus haute importance. Le texte prévoyait que la construction individuelle de logements devait concerner les villes comme les villages. Les comités exécutifs locaux (*ispolkom*) étaient dans l'obligation de délimiter des territoires dédiés à la construction individuelle. Était aussi prévue une série de mesures de soutien aux bâtisseurs, à commencer par l'attribution par les banques d'État de crédits privilégiés, à des taux très faibles et sur une longue durée, ainsi que l'autorisation du règlement en espèces de l'achat de matériaux de construction, l'élaboration de plans-types de construction des unités, la création de coopératives de logement, etc. (CC PCUS, 1990). De sorte que ce texte et son application stricte auraient apaisé la tension sociale régnant dans la société. Or l'analyse de l'application de cette décision, notamment au Kirghizstan, montre qu'en fait, les autorités républicaines ont enterré ce texte. Et par conséquent, en 1989, la situation a échappé à leur contrôle.

Les premières revendications

Les prémisses idéologiques du début de l'accaparement des terres dans l'enceinte de la ville de Frounze ont été posées pendant les années de perestroïka. Pour la première fois depuis le dégel khrouchtchévien des années soixante, la population s'est mise à discuter publiquement des problèmes socio-économiques et politiques existants. Certes, dans ces discussions, les réclamations d'ordre ethnique ou national à l'adresse des autorités étaient, dans un premier temps, formulées timidement. La crainte des autorités restait forte ; tous comprenaient parfaitement quelles pouvaient être les conséquences d'une expression publique de mécontentement à l'égard de l'ordre

existant. Néanmoins, les événements de décembre 1986 au Kazakhstan voisin, à Alma-Ata, donnèrent une forte impulsion à l'éveil national. La jeunesse kazakhe avait alors manifesté contre la nomination de l'émissaire de Moscou à la tête de la république. Leur manifestation pacifique avait été écrasée dans le sang par des unités du ministère de l'Intérieur et de l'Armée rouge. De nombreux participants de la manifestation avaient été tués, blessés, ou avaient disparu. Ces événements ont reçu un large écho dans les républiques soviétiques. Depuis le Kirghizstan, certains jeunes gens se sont rendus, à leurs risques et périls, à Alma-Ata pour apporter leur aide aux insurgés kazakhs. Parmi eux, Taalaj Ylajtegin, originaire de la région d'Issyk-Koul, fut par la suite décoré, à ce titre, de *Učastnik Želtoksana* [participant à Želtoksan].

Au Kirghizstan se multipliaient les déclarations et discussions qualifiées par le Parti communiste de « nationalistes ». Cela conduisit le secrétariat du CC PCUS à adopter, le 3 février 1987, une résolution spéciale, intitulée « Sur certaines manifestations de nationalisme en Kirghizie ». L'existence de ce texte a été mentionnée par Ryspaev, président du comité d'État à l'édition de la RSS kirghize, membre du Comité central du PC kirghiz, lors du Plénum du Comité central du PC kirghiz (CGA PD KR, p. 50). Les déclarations à caractère nationaliste étaient devenues monnaie courante dans la vie sociale et politique de l'État soviétique. Les événements tragiques au Kazakhstan, dans les pays baltes, dans le Caucase, en Ouzbékistan, avaient fait l'objet de vives discussions entre les citoyens, ce qui créait une situation de tension entre les différentes nationalités. Très rapidement, la conscience nationale des peuples d'Union soviétique a atteint un stade de développement encore inédit. Au Kirghizstan, cela se traduisit par l'émergence d'organisations de jeunesse et de clubs de discussion informels. Étaient particulièrement populaires, parmi les jeunes scientifiques, des groupes comme *Obšestvo molodykh istorikov Kyrgyzstana* [Association des jeunes historiens du Kirghizstan], *Zamandaš* [Contemporain], *Köz karaš* [Point de vue], le club de discussion *Demos*, les clubs politiques *Sovremennik* [contemporain], *Poisk* [recherche] et *Associaciâ izbiratelej Kyrgyzstana* [association des électeurs du Kirghizstan], la filiale kirghize de l'organisation moscovite *Memorial* et d'autres (Osmonov, 2014, pp. 489-490 ; Kojčumanova, 2004, p. 67). Les questions discutées couvraient un large spectre, allant des approches méthodologiques dans la recherche scienti-

fique jusqu'à des sujets politiques concrets, parmi lesquels figuraient la réhabilitation historique des Kirghiz, le développement de la culture nationale, l'usage officiel de la langue kirghize, le rétablissement des toponymes historiques, ainsi que la crise du logement à laquelle étaient confrontés notamment les Kirghiz de Frounze, etc. L'ethnologue Asankanov écrit à ce propos :

Aux sources de l'apparition et de l'essor des groupes informels, qui recrutaient surtout dans la jeunesse, se trouve la tension sociale que l'on sentait dans les années quatre-vingt à Frounze et Och. L'incapacité chronique à régler le problème du logement était devenue un facteur majeur de tension sociale et nationale au Kirghizstan et a eu, par endroits, des conséquences tragiques (Asankanov, 1997, p. 31).

La crise du logement était d'actualité parce que la majeure partie de la population kirghize avait continué à vivre dans des villages après que le régime soviétique eut procédé à la sédentarisation de la population nomade et semi-nomade dans les années vingt et trente. Les Kirghiz formaient 80 % de la population rurale. En ville, les appartements étaient attribués, en priorité, aux cadres qualifiés, ingénieurs et techniciens, très majoritairement européens. Pour les citoyens ordinaires, l'espoir de se voir attribuer un appartement était un mirage. Lors du Plénum du CC du PC kirghiz réuni après les violences interethniques d'Och en 1990, Mamyrov, secrétaire du comité du Parti de la ville d'Och, membre du CC du PC kirghiz, s'exprime ainsi :

Le problème du logement des citoyens, une des causes de ces affrontements sanglants, reste aigu. Dans les dernières années, son règlement n'a que très lentement avancé, et l'attribution des terrains et appartements s'est accompagnée de cas d'injustice sociale. Le nombre de personnes inscrites sur les listes d'attente pour un appartement ou un terrain ne diminue pas. Aujourd'hui, plus de douze mille familles sont en attente d'une amélioration de leurs conditions de logement. En ce qui concerne les constructions individuelles, la situation est encore pire. Comme les matériaux de construction nécessaires ne sont pas disponibles, à la date d'aujourd'hui, seuls 30 % des terrains dédiés au cours des deux dernières années ont été acquis à crédit (CGA PD KR, 1990, p. 31).

De fait, la population kirghize était celle qui connaissait la situation la plus tendue, alors même qu'elle prenait conscience de son identité nationale et de sa place primordiale au Kirghizstan. Le désir d'une partie des villageois kirghiz de déménager en ville n'était aucunement soutenu par les autorités. Ceux qui s'installaient en ville vivaient, pour beaucoup d'entre

eux, dans une grande précarité, dans des logements locatifs dénués de tout confort. Le bailleur de l'appartement pouvait à tout moment expulser le locataire, car les obligations des contractants n'étaient pas fixées par la loi. De jeunes familles pouvaient être obligées de changer de logement plusieurs fois par an. Cette situation accablait les Kirghiz, alimentait le sentiment d'une injustice historique et servit de moteur au mouvement d'accaparement des terres, qui fut une forme particulière de révolution sociale au Kirghizstan.

Ce processus commença au printemps 1989 à Frounze. Voici le témoignage de l'une des participantes actives du mouvement, Rakyi Žusupova :

À l'époque soviétique, la jeunesse kirghize, intelligente, talentueuse, qui était restée dans la capitale, peinait à acquérir un logement. Et sans logement, pas de *propiska*. Animés de nobles ambitions, ces jeunes hommes et jeunes femmes kirghiz intrépides erraient d'un appartement locatif à l'autre, et vieillissaient ainsi, sans pouvoir réaliser ces ambitions, étaient contraints de retourner au village où ils étaient nés et avaient grandi. La jeunesse déclara : « Si le gouvernement kirghiz ne résout pas le problème des sans-logement, nous résoudrons nous-mêmes nos problèmes ». Sur ces mots, les jeunes se mirent à prendre possession des terrains vacants autour de Frounze. C'était en mai 1989 (Žusupova, 2015, p. 12).

L'ex-député du parlement kirghiz Ž. Žekšeev, activiste à l'époque des faits, écrit dans ses mémoires :

Parmi tous les problèmes du développement national kirghiz, le plus douloureux était celui du manque de logement pour les Kirghiz dans les villes. C'est là justement que les Kirghiz se sentaient le plus vivement attaqués dans leur propre patrie (Žekšeev, 1997, p. 4).

La majorité des participants et activistes considèrent que l'accaparement des terres dans l'enceinte de la capitale était le résultat de l'histoire même, en raison de la réticence des autorités à installer une population kirghize dans les villes et de leur refus systématique de prendre en compte les demandes sociales et morales de la jeunesse kirghize. Les dirigeants du pays de l'époque considéraient que l'exode des jeunes vers les villes risquait de conduire à un déficit de main-d'œuvre dans l'agriculture. Pour les retenir au village, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, des slogans étaient diffusés dans tout le pays – par exemple, « Toute notre classe reste au village » –, des brigades de jeunes étaient créées pour l'agriculture et l'élevage. Mais en réalité, les jeunes gens qui s'étaient laissé convaincre

par les dirigeants locaux de rester, déchantèrent bientôt face aux mauvaises conditions de travail dans le secteur agricole et finissaient par quitter les campagnes pour la ville ; l'exode devenait irréversible. L'arrivée de réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan fut un élément déclencheur du mouvement d'accaparement des terres. En effet, la rumeur courait à Frounze que ces familles de réfugiés fuyant les affrontements interethniques de Sumgaït en février 1988 recevraient des logements en ville.

La dimension sociologique de l'accaparement des terres

Lorsqu'en mai 1989, le bruit courut en ville que l'appropriation sauvage des terres avait commencé, avec une douzaine de collègues de l'Académie des sciences du Kirghizstan, nous prîmes la direction du 10^e micro-district, dans le sud de la ville. Après avoir marché deux cents mètres le long de la route de Čon-Aryk, nous décidâmes de nous approprier un terrain plat et caillouteux sur le côté gauche de la route. À l'aide de bêches et cordes, nous délimitâmes le terrain saisi et fûmes bientôt rejoints par d'autres jeunes. Après une heure sur place, nous eûmes la visite d'un homme d'une quarantaine d'années, habillé en civil, qui nous demanda qui nous étions et ce que nous faisons là et qui, avec tact, nous prévint que notre action était illégale. Nous découvrîmes plus tard qu'il s'agissait de Bolot Žanuzakov, lieutenant-colonel de police et haut responsable du département des Affaires intérieures de la ville de Frounze, plus tard chef de l'administration présidentielle et secrétaire du Conseil de sécurité du régime d'Askar Akaev. Ce jour-là, au cours de l'après-midi, nous apprîmes que l'accaparement des terres dans l'enceinte de la ville avait pris une tournure massive. Ici et là, on s'était mis à apporter des matériaux de construction, des pierres pour les fondations, certains avaient déjà commencé à creuser des fondations, à poser les premières pierres. Ainsi débuta ce mouvement d'appropriation sauvage des terrains vacants de la ville de Frounze. Cet événement a enflammé tout le pays. Le mouvement gagnait en ampleur d'heure en heure. Les gens se mirent à construire leur maison sur les terrains de micro-districts prévus pour la construction d'immeubles, à s'approprier les champs agricoles des kolkhozes, des sovkhozes, des fermes dans les faubourgs. Les dirigeants de la république, dans un premier temps, adoptèrent une position intransigeante, refusant de concéder les terrains. Mais après quelques jours, confrontés à la pression des accapareurs, ils décidèrent d'ouvrir le dialogue.

La question du logement, qui était avant tout un problème social, s'est transformée dès le début en un problème national très aigu, qui a déterminé, pour bien des années à venir, la spécificité du développement social, économique et politique du Kirghizstan. En somme, ce processus constituait une révolution sociale à forte connotation nationale. L'appropriation sauvage des terres était une forme de protestation contre la politique sociale de l'État dans le domaine du logement. À ce moment-là, le peuple n'a pas opté pour des manifestations, des grèves de la faim, ou des occupations de bâtiments administratifs ; il a préféré régler le problème lui-même. Si le mouvement était marqué par une violation massive de la législation, il faut rappeler que toute révolution est basée sur le refus de se soumettre aux autorités et donc sur la violation des lois et règles imposées à la société. Cette révolution n'était pas dirigée contre quelqu'un, mais pour la justice sociale. Les journaux en langue kirghize avaient publié des articles au sujet des familles qui vivaient et travaillaient dans les entreprises de Frounze et avaient passé des années à déménager d'un appartement locatif à l'autre avec leurs enfants. Par exemple, la famille de M. Nazarmatov, chercheur à l'Académie des sciences, a habité plusieurs années dans un appartement privé avec ses deux enfants. Sa femme finissait ses études de médecine. Le loyer de l'appartement s'élevait à 50 roubles par mois, pour un revenu de 120 roubles (Larionov, 1989a). La famille de N. Kendirbaeva, ouvrière à l'usine textile, comptait cinq personnes, dont trois enfants scolarisés. Pendant quinze ans, ils ont habité dans un appartement qu'ils payaient 50 roubles par mois (Larionov, 1989b). Les exemples étaient nombreux et l'auteur de ces lignes, en est également passé par là. La situation était la même dans les grandes villes du sud du pays, en particulier dans le chef-lieu régional d'Och.

Le mouvement d'accapement des terres peut également être qualifié de révolution sociale au regard de ses résultats, car il a eu un impact socio-culturel majeur sur le pays. Pour la première fois de son histoire, le peuple kirghiz y a trouvé un puissant moteur de formation d'une nouvelle identité socio-culturelle. De fait, sous nos yeux, avec notre participation, commençait à se former une nation kirghize, nouvelle par sa nature. L'accapement des terres a conduit à l'apparition de plus de quarante nouveaux ensembles d'habitations dans l'enceinte de la ville de Bichkek, avec un quart de million d'habitants. Des personnes originaires de toutes les

régions du pays habitent dans ces nouveaux ensembles qui sont devenus une sorte de creuset où se fondent les différences régionales et ethnoculturelles, où se forment de nouvelles communautés, émergent une mentalité nouvelle, des points de vue, perspectives et valeurs partagés.

En outre, c'est sur la base de ce mouvement que s'est créée la première organisation citoyenne kirghize, *Ašar* [Assistance mutuelle]¹, dont la mission principale était de régler les problèmes liés à la construction de maisons individuelles sur les terrains nouvellement attribués. Tous les bâtisseurs ont volontairement rejoint cette organisation, qui intervenait comme le seul partenaire des négociations avec les autorités pour tout ce qui relevait de l'attribution de terrains à bâtir et de leur aménagement. Cependant, l'action de ses membres ne se limitait pas à cela. Ils se mirent à débattre du problème de la renaissance nationale et culturelle du peuple kirghiz, du rétablissement de la vérité sur l'histoire des Kirghiz, de l'ouverture des archives sur les répressions politiques stalinienne (1937-1953), de la réhabilitation des victimes, de la promotion de la langue kirghize, de la mise en œuvre de réformes économiques, de la démocratisation de la vie publique, etc. Dans le domaine du logement, un projet intéressant fut la proposition d'architectes de planifier et construire les nouvelles maisons individuelles en respectant les traditions nationales. Ainsi, *Ašar* donna naissance à plusieurs groupes en charge de secteurs spécifiques. Ces groupes évoluèrent à leur tour en organisations politiques autonomes, lesquelles accueillèrent en leur sein de jeunes Kirghiz qui n'avaient pas participé au mouvement d'accapement des terres (Žekšeev, 1997 ; Činaliev, 1999, p. 13). Au cours du printemps 1990, furent créés les mouvements *Asaba* [Étendard] et *Atuulduk demilge* [Initiative citoyenne]. En mai, toutes ces organisations, dont *Ašar*, se fédérèrent en une organisation nationale, le Mouvement démocratique du Kirghizstan (MDK), qui fut la première organisation de masse à orientation anticommuniste et produisit une grande partie de l'élite politique du Kirghizstan indépendant. Ainsi, l'action spontanée d'accapement des terres en 1989 contribua à la construction d'une nouvelle page de l'histoire politique du pays.

¹ Des organisations de masse analogues avaient émergé après la révolution d'Octobre en 1917, quand éleveurs et paysans s'étaient unis au sein d'organisations, telles que l'union *Košči* [laboureur] ou *Bukara*, dans le but de régler des problèmes sociaux, comme les droits sur l'eau et la terre, l'aménagement de nouveaux villages, etc.

Le phénomène d'accaparement des terres pour la construction individuelle de logements n'était pas circonscrit à la capitale. En 1990, il se diffusa dans les villes du sud du pays – Och, Djalalabad, Ouzgen – où se posaient des problèmes similaires de logement des familles. À cette époque, le nombre de Kirghiz qui quittaient les zones rurales pour la ville était en augmentation constante mais la majorité ne trouvait que des logements locatifs précaires. Dans ces conditions, il n'y avait d'autre solution que de suivre l'exemple des habitants de la capitale. Malheureusement dans le Sud, en particulier à Och, les demandes de mise à disposition des terrains vacants pour la construction individuelle prirent immédiatement une tournure conflictuelle entre communautés kirghize et ouzbèke. Alors qu'à Frounze, en 1989, tous ceux qui en exprimaient le souhait, indépendamment de leur appartenance nationale, avaient été inclus dans les listes, à Och en 1990, les Ouzbeks qui avaient également besoin d'une amélioration de leurs conditions de logement furent exclus des listes, ce qui conduisit à des violences interethniques.

* * *

Des cas isolés d'accaparement des terres se produisent encore aujourd'hui. La principale raison en est la concentration des activités économiques dans les villes de Bichkek et Och, ce qui accélère la migration intérieure de la population vers ces villes. En outre, le phénomène s'intensifie en période électorale, lorsque les candidats promettent de libérer des terrains pour la construction de logements individuels ou de légaliser les terrains saisis. Il ne faut pas non plus ignorer les opérations foncières des membres du gouvernement et des municipalités, qui mécontentent la population. Ces accaparements de terres témoignent de l'importance, pour les autorités nationales et locales de tirer les leçons de l'histoire. Il faudrait, avant tout, élaborer et mettre en œuvre un plan de développement social et économique pour chaque localité, fournir du travail aux jeunes, réexaminer la politique foncière à la lumière de la croissance démographique, définir des zones pour la construction d'immeubles de logement, etc.

Traduit du russe par Masha CEROVIC

Bibliographie

- ASANKANOV A.A., 1997, *Kyrgyzy: rost nacional'nogo samosoznaniâ* [Les Kirghiz : essor de la conscience nationale], Bichkek : Muras.
- BAJBULATOV B.B., 1969, *Ot kočev'â k socializmu (iz istorii osedaniâ kočevogo i polukočevogo naseleniâ Kirgizii v 1917-1937 gg.)* [Du nomadisme au socialisme (de l'histoire de la sédentarisation de la population nomade et semi-nomade de Kirghizie en 1917-1937)], Frounze : Kyrgyzstan.
- BAKTYGULOV D.Š., 1978, *Socialističeskie preobrazovanie kirgizskogo aula* [La Transformation socialiste de l'aul kirghiz], Frounze : Ilim.
- BATYRBAEVA Š.D., 2003, *Naselenie Kyrgyzstana v 20-50-e gody XX veka: istoriko-demografičeskij analiz* [La Population du Kirghizstan dans les années 1920-1950 : analyse démographique historique], Bichkek : Université nationale kirghize.
- CC PCUS, 1990, *Postanavlénie o merakh po uskoreniû razvitiâ individual'nogo žilišnoogo stroitel'stva* [Décret sur les mesures à prendre pour accélérer le développement de la construction individuelle de logement] (versions du 13 janvier 1989, 29 mars, 26 septembre 1990), <http://alldoma.ru/maloe-tazhnaya-rossiya-istoriya-voprosa/o-merax-po-uskoreniyu-razvitiya-individualnogo-zhilishnogo-stroitelstva-v-sssr.html>
- CGA PD KR, f. 56, op. 277, d. 36.
- Comité national statistique de la République kirghize, 2000, *Naselenie Kyrgyzstana. Itogi pervoj nacional'noj perepisi naseleniâ Kyrgyzskoj Respubliki 1999 goda v tablicakh* [Population du Kirghizstan. Résultats du premier recensement national de la population de la République kirghize en 1999, en tableaux], Tome II (première partie), Bichkek : Comité national statistique.
- ČINALIEV U.K., 1999, *Političeskie partii Kyrgyzstana* [Les Partis politiques du Kirghizstan], Moscou : NIK.
- GORLOV V.N., 2013, *Žilišnoe stroitel'stvo v SSSR* [La Construction de logement en URSS], <http://www.prometej.info/blog/istoriya/zhilishnoe-stroitelstvo-v-sssr/>
- Gos. Kom. KirgSSR po statistike, 1988, *Narodnoe khozâjstvo Kirgizskoj SSR v 1987 godu : statističeskij ežegodnik* [L'Économie de la RSS kirghize en 1987 : annuaire statistique], Frounze : Kyrgyzstan.
- Goskomstat SSSR, 1988, *Narodnoe khozâjstvo SSSR v 1987 godu : statističeskij ežegodnik* [L'Économie de l'URSS en 1987 : annuaire statistique], Moscou : Finansy i statistika.
- Istoriâ Kirgizskoj SSR. S drevnejšikh vremen do serediny XIX v.* [Histoire de la RSS kirghize. De l'Antiquité au milieu du XIX^e siècle], tome 1, Frounze : Kyrgyzstan, 1984.
- KARAKEEVA S.K., 1981, *Sovremennaâ kirgizskaâ gorodskaâ sem'â* [La Famille kirghize urbaine contemporaine], Frounze : Ilim.

- KOJČUMANOVA Č.U., 2004, *Stanovlenie političeskoj sistemy suverennogo Kyrgyzstana* [La Création du système politique du Kirghizstan souverain], Bichkek : NAN KR.
- KUMSKOV V.I., 1986, « Vyravnivanie urovnâ èkonomičeskogo i social'nogo razvitiâ Kirgizii » [La mise à niveau du développement économique et social de la Kirghizie], in E.P. Černova (dir.), Frounze : Ilim.
- LARIONOV A., 1989a, « Adamdaryn ak tilegi » [Le souhait des gens], *Frunze šamy*, 27 juin.
- , 1989b, « Masele čečilip žatat » [Le problème se régularise], *Frunze šamy*, 27 juin.
- MAMBETALIEVA K., 1963, *Byt i kul'tura šakhterov-kirgizov kamennougol'noj promyšlennosti Kirgizii* [Mode de vie et culture des mineurs kirghiz dans l'industrie houillère de Kirghizie], Frounze : Izd-vo Akad. Nauk Kirgiz. SSR.
- , 2007, *Žiliše i žilišno-bytovye usloviâ rabočikh Kyrgyzstana* (Istoriko-ètnografičeskij očerk) [Logement et conditions d'hébergement des ouvriers du Kirghizstan (aperçu historico-ethnographique)], Bichkek : Akyl.
- OSMONOV O.Dž., 2014, *Istoriâ Kyrgyzstana (S drevnejšikh vremen do našikh dnei)* [Histoire du Kirghizstan (de l'Antiquité à nos jours)], manuel pour les universités, Bichkek : Mezgil.
- PLOSKIKH V.M. & DŽUNUŠALIEV Dž.Dž., 2007, *Istoriâ kyrgyzov i Kyrgyzstana* [L'Histoire des Kirghiz et du Kirghizstan], Bichkek : Raritet info.
- ŽEKŠEEV Ž., 1997, *Čyndyk bir gana özündö* [La Vérité en soi-même], Bichkek : Poliglot.
- ŽUSUPOVA R., 2015, « Interv'û » [Interview], *Asman plûs*, n° 32, 17 décembre.

Résumé

Cet article traite de l'accapement des terres dans la ville de Frounze (aujourd'hui Bichkek) en 1989, un épisode aux conséquences considérables dans l'histoire récente du pays. Il a pour objet une analyse synthétique de la question du logement des habitants de la ville à la veille de la vague d'appropriation des terres. Conformément à la problématique définie, cet article vise à expliquer les causes et conditions de cette appropriation sauvage des terres et de déterminer sa signification socioculturelle.

Mots-clés : accapement des terres, logement, Kirghizstan, Frounze, perestroïka

Abstract

Land-Grabbing as a Form of Social Revolution. The Case of Kyrgyzstan in 1989

This article deals with the movement of land grabbing that took place in 1989 in the city of Frunze (now Bishkek), an episode with considerable consequences in the recent history of the country. It consists in a synthetic analysis of the issue of housing for the residents of the city on the eve of an unprecedented wave of land

grabbing. This article aims to explain the causes and conditions of this unlawful land seizing and determine its socio-cultural significance.

Keywords: land-grabbing, housing, Kyrgyzstan, Frunze, perestroika

Аннотация

Захват земель как форма социальной революции. Пример Кыргызской Республики 1989 года

Настоящая статья посвящена исследованию некоторых аспектов темы самозахватов земель в черте города Фрунзе (ныне Бишкек), состоявшихся в 1989 году и имевших огромное значение в новейшей истории страны. Предметом является краткий анализ ситуации в сфере обеспечения жильем горожан до начала процесса захвата земель. В соответствии с целью были поставлены следующие конкретные задачи: выявить причины и предпосылки самозахвата земель и определить его социокультурное значение.

Ключевые слова: захватка земель, жилищное строительство, Кыргызстан, Фрунзе, перестройка